

**JOURNÉE DE SENSIBILISATION SUR L’EXPLOITATION
ILLÉGALE DES ENFANTS AU TRAVAIL À ORAN**

**Des mesures plus rigoureuses
pour endiguer le phénomène**

La majorité des conférenciers, ainsi que des représentants de mouvements associatifs et d’organismes œuvrant pour la préservation des droits de l’enfance, se sont réunis lundi dernier au palais de la culture d’Oran, pour débattre du sujet. Ils sont tous d’accord sur la nécessité d’une prise en charge plus rigoureuse contre l’exploitation des enfants dans le monde du travail.

Plaidant ainsi pour des solutions qui surpassent le recours aux mesures disciplinaires en optant pour le traitement de ce phénomène à la racine. Le phénomène de l’exploitation illégale des enfants dans le milieu du travail, notamment dans le secteur privé, ne peut, d’après les statistiques présentées par M. Ben Chouia Ahmed, inspecteur général du travail de la wilaya d’Oran, refléter fidèlement l’ampleur de ce phénomène qui affecte l’image de la ville d’Oran, métropole de l’Ouest. Les 3 942 interventions, inscrites dans le cadre des opérations d’inspection ciblant des entreprises privées et qui ont représenté 77% du totale des interventions en 2007, comme nous le souligne le responsable, n’ont abouti à la découverte d’aucun cas de

personne employée dont l’âge soit inférieure à 16 ans.

Les 5% des cas recensés par son service ont révélé des dépassements, signalés sur le plan des conditions de travail, qui ont touché essentiellement des personnes âgées de 16 à 19 ans. L’inspecteur du travail explique que les opérations menées par ses brigades sont chargées de poursuivre et d’enquêter sur l’emploi des jeunes enfants de moins de 16 ans, conformément à la loi en vigueur ; toutefois, les personnes opérant dans des activités informelles pour leur propre compte ne sont pas prises en charge par son département.

L’éradication du phénomène de la mendicité (une des formes les plus courantes dans ce genre d’exploitation), comme l’expliquait la chef de brigade

policière des mineurs et son confrère de la gendarmerie, «n’est pas une tâche aisée. La récidive de telles personnes qui s’adonnent à cette «activité» rend la mission des services de sécurité très difficile». Le juge des mineurs, qui a participé en tant que conférencier et axé son intervention sur le volet juridique, notamment la loi 90/11 du code de travail, a partagé le même avis avec les représentants de la gendarmerie et de la police, déclarant que «la justice évite le plus souvent l’incarcération des personnes mineures impliquées dans ce genre d’infractions». M^{me} Thabet, directrice du centre de Diar El-Rahma , a, à l’instar de plusieurs intervenants, mis en cause, en premier lieu, la libération précoce des enfants par les établissements scolaires, mettant également, à l’occasion, l’accent sur le problème du financement des études et qui représente, bien évidemment, l’immense fardeau qui tourmente les parents, notamment les plus pauvres. A cet effet, et en

guise de solution proposée par les participants, il y a la nécessité d’«une prise en charge plus au moins rigoureuse des personnes scolarisées et non scolarisées dans le but de leur assurer des formations professionnelles qui pourront par la suite leur offrir une intégration digne dans le monde du travail, ce qui nécessite également la mise en place d’une bourse plus ou moins adaptée, qui soutient le financement des étudiants selon la formation proposée». Toujours selon les mêmes intervenants, «l’installation des organismes de recensement par catégorie de personnes dans chaque commune sera d’une grande importance pour l’établissement d’une étude pouvant éventuellement aboutir à des solutions plus efficaces». «Une lutte qui nécessite désormais l’implication des citoyens dans le but d’éradiquer ce fléau qui détruit la jeunesse, alors qu’elle n’est qu’à la fleur de l’âge», conclueront les intervenants.

B. A.

TIZI-OUZOU

**A cause des éboulements, risque d’isolement
de plusieurs villages à Aghribs**

Les dernières intempéries ont touché plusieurs routes de la commune des Aghribs dans la daïra d’Azeffoun.

Après la RN 73, desservant Fréha vers Azeffoun, dont un éboulement a failli interrompre sa circulation il y a 15 jours, les dernières pluies ont provoqué d’autres éboulements menaçant carrément l’interruption de la circulation automobile sur la route menant vers le village Aït Ouchen et le chef-lieu, sur celles desservant les villages Imekhléf, et Ath Ouamara et, enfin, celle du passage vers Ighil Mahenni. C’est une région montagneuse, certes, mais la main humaine n’est pas étrangère du fait de l’obstruction préméditée de quelques ouvrages et caniveaux pour l’acheminement des eaux. Conséquence, le déplacement du sol à ces endroits est tellement important que le risque d’isolement de ces villages est accru, d’autant plus que le phénomène s’amplifie inexorablement. Selon les autorités locales, l’intervention pour stopper l’érosion du sol est impossible techniquement, du moins pour le moment.

Les services des travaux publics estiment que le risque est plus grand de voir le mouvement s’accroître si l’on s’aventure à toucher la zone endommagée, ce pourquoi il serait plus

judicieux d’attendre la fin des mauvaises conditions météorologiques pour entamer les réfections. En attendant, les citoyens de ces villages, tout en guettant le beau

temps, pensent déjà à la manière de rejoindre les lieux de travail et les enfants leurs écoles

F. B.

PATRIMOINE OLÉICOLE
**Facteur déterminant pour l’économie
locale, 22 778 oliviers ravagés
par le feu en 2008**

Les feux de forêt qui ont été enregistrés durant l’année écoulée ont causé la destruction de 2 797 ha de couvert végétal, causant des pertes inestimables au patrimoine oléicole, selon les chiffres fournis par les services de la Protection civile de la wilaya de Tizi-Ouzou. Ils ont, en effet, recensé la destruction de 22 778 oliviers par les feux de forêt qui ont touché de nombreuses localités de la wilaya, vers la fin du dernier semestre de l’année 2008. Aït Yahia Moussa, Azzefoun, Iflissen, Aït Yahia, Azazga et Draâ-El-Mizan sont les communes qui ont le plus souvent souffert de ces incendies. Le feu a également causé des dommages importants au patrimoine forestier dont 488 ha.

En outre, la DWPC, qui publie son bilan annuel, fait part du chiffre de 13 798 interventions effectuées par ses différents services. Des interventions liées, notamment, aux accidents de la route qui sont au nombre de 755 ayant fait 829 blessés et 421 décès ainsi que près d’un millier de dommages causés aux véhicules de différents types. Il est fait état de 7 415 interventions pour assistance sanitaire et évacuations d’urgence de nombreux citoyens vers les hôpitaux. Le bilan fait ressortir enfin 3 134 interventions pour opérations diverses.

S. A. M.

MASCARA

**Les élèves de Mocta Douze sont-ils réceptifs
aux cours en plein tintamarre ?**

L’établissement moyen de Mocta Douze, celui de Djelloul, offre les conditions idéales pour dispenser des cours aux élèves.

Nous avons été approchés lundi dernier, alors que nous nous y trouvions, par une personne qui s’est présentée comme étant le président de l’association des parents d’élèves qui a tenu à nous signaler que pour ce CEM dont le nombre d’élèves avoisine les

700, il n’y a avait pas de terrain pour pratiquer le sport. C’est dans la cour de récréation justement que cela se fait. Et ce jour-là, des bois étaient installés et les élèves s’en donnaient à cœur joie et criaient à tue-tête en jouant avec un ballon. Le hic, c’est que les salles de

cours étaient voisines et pour certaines les portes ouvertes. Alors, les élèves sont-ils réceptifs aux cours dans ce tintamarre? Notre attention a été ensuite attirée par l’étanchéité dans certaines classes. En pénétrant dans la salle 12, on nous montre le plafond et le dessous du tableau où des traces attestaient du bien- fondé de la

déclaration du parent d’élève. Au premier rang, un élève nous dit : «L’eau arrive parfois jusqu’à sous nos pieds.» Et pour couronner le tout, on nous indique les sanitaires.

Des odeurs nauséabondes vous taquinent les narines dès que vous vous en approchez. Pour les portes, il faudra repasser.

M. Meddeber

SAISIE DE BOISSONS
ALCOOLISÉES À
SIDI-BEL-ABBÈS

**Une personne sous mandat
de dépôt à Sidi-Khaled**

La perquisition du domicile d’une personne répondant aux initiales D. H., résidant dans la localité de Sidi-Khaled (SBA), dans la journée du 29 janvier dernier, menée par la brigade de la gendarmerie s’est avérée fructueuse puisqu’un stock de boissons alcoolisées a été découvert sur les lieux. En effet, 227 bouteilles de bière et 116 de vin rouge destinées à la commercialisation clandestine, le tout d’une valeur de 51 700 DA, ont été découvertes dans le domicile en question. Le maître des lieux a été arrêté vu que pour justifier la présence de cette marchandise, il ne détenait aucune facture. Présenté devant le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès, le prévenu a été placé sous mandat de dépôt.

A. M.

AGRESSION ET VOL
D’UN CHAUFFEUR
DE TAXI CLANDESTIN

Trois personnes arrêtées

La police de Sidi-Bel-Abbès a dernièrement arrêté trois personnes, âgées de 21 ans, 18 ans et 23 ans, accusées d’avoir agressé puis volé un taxieur clandestin. Selon nos sources, la victime a été à une heure tardive sollicitée par les mis en cause pour leur transport vers une destination x. Mais au cours du trajet, le voyage a tourné au cauchemar lorsque le taxieur s’est vu violemment agressé avant d’être délesté de son téléphone portable et de son permis de conduire. L’enquête ouverte a permis de mettre la main sur les agresseurs aux abords du lieu-dit «Makam Chahid» dans le chef-lieu et de récupérer les objets volés. Présentés devant le procureur de la République, tous les trois ont été placés sous mandat de dépôt.

A. M.

SKIKDA

**L’association Afak 21
met en garde contre
l’extraction de sable**

L’association Afak 21 de la protection de la nature et du développement rural durable tire la sonnette d’alarme sur le danger auquel est exposée la région Guerbes Sanhadja, relevant de la daïra de Ben Azzouz, à 65 km à l’est de Skikda. La mise en garde, qui intervient à l’occasion de la célébration de la Journée mondiale des zones humides, coïncidant avec le 2 février de chaque année, est motivée par les opérations répétées d’extraction de sable. D’ailleurs, le site, classé zone humide d’importance internationale selon la convention de Ramsar 1971, s’apparente plutôt à une vaste sablière qu’à une zone où s’épanouissent la faune et la flore. Dans un communiqué dont nous détenons une copie, il est signalé l’apparition d’eaux souterraines et le déséquilibre de l’écosystème qui est induit.

Pourtant, rappelle également l’association, des actions, tel le lâchage des faisans communs, ont été lancées dans le souci de préserver cette zone et de contribuer à l’éclosion de la faune et de la flore dans un environnement adéquat. Un paradoxe explicitement signalé dans la missive. En conclusion, l’association recommande le lancement d’études et d’inspections sur terrain dans le but d’endiguer ce fléau et de stopper cette hémorragie attentatoire à l’environnement.

Zaïd Zoheir

BOUIRA

Drame à la cité 140-Logements

La cité 140-Logements, située à la sortie nord-ouest de la ville de Bouira, a été secouée hier par un drame qui a eu lieu la veille et qui a coûté la vie à un jeune homme de 25 ans. D’après les informations concordantes que nous avons recueillies hier, les faits remontent à l’avant-veille lorsque B. Mourad, âgé de 25 ans et propriétaire d’une salle de jeux, aurait chassé de son local un enfant de la famille T.

Le lendemain, après la fermeture du local vers minuit, le jeune Mourad fut intercepté par les deux frères du petit garçon. S’en est suivie une dispute où le cadet des frères T., âgé d’à peine 17 ans, a brandi un couteau avec lequel il asséna un coup mortel au jeune Mourad. Evacué juste après par les voisins, qui ont entendu les cris, vers l’hôpital Mohamed-Boudiaf, le jeune Mourad rendit l’âme en cours de route. Ce drame, qui a mis en émoi toute la population, remet au goût du jour l’urgence de l’installation d’une sûreté urbaine et d’une brigade de gendarmerie au niveau de ce quartier, le plus populaire de la ville de Bouira.

Y. Y.